



Lettre n°129 du 16 février 2020

Les premiers de cordée dévissent, pour les faire plier, dans la mobilisation comme dans les municipales, une politique anticapitaliste et révolutionnaire

Macron a beau essayer de prendre de la hauteur en allant parler écologie sur la Mer de glace, sa cote de popularité est en baisse et c'est bien pire encore pour les têtes de listes municipales de LREM. La macronie prend l'eau de toutes parts, un véritable naufrage annoncé à la veille du débat parlementaire. Les frasques sexuelles de l'ambitieux Griveaux, victime d'un coup bas fort peu artistique, de sa propre bêtise et... d'un député LREM, ajoutent le ridicule à la déconsidération. Les politiciens unanimes s'indignent, « *ignominie* » disent-ils, au nom du respect de la vie privée, eux dont la politique piétine celle de millions de femmes et d'hommes. Et Buzyn désignée tête de liste saisit l'occasion de démissionner du gouvernement...

La réforme contre les retraites hier encensée dans les médias y est maintenant critiquée sans retenue. La CFDT de Berger et l'UNSA, ses fervents partisans, se sentent encore obligés de refuser un accord à la conférence de financement. Le mouvement marque des points face à des ministres incapables de s'expliquer et qui baignent dans la confusion.

Leurs mensonges les rattrapent. Il ne leur est plus possible de prétendre qu'ils veulent la justice et l'égalité alors qu'il devient évident pour tout le monde qu'ils veulent baisser les pensions et faire travailler plus longtemps, que leur réforme s'inscrit dans l'offensive globale contre le monde du travail menée par Macron et ses prédécesseurs pour le compte de leurs commanditaires, le CAC40.

Macron essaie de donner le change en entonnant la chanson d'un acte II du quinquennat écologiste et « régalien » contre le « communautarisme » rebaptisé « séparatisme ». Il brandit la menace démagogique du sécuritaire, l'épouvantail de « l'immigration », pour tenter de faire diversion et de diviser les travailleurs entre eux. Il travaille ainsi pour Le Pen qui espère capitaliser les fruits de cette campagne pourrie.

Les travailleurs peuvent mettre en échec ce scénario dont les seuls gagnants seraient les financiers et ceux qui les servent. « *On ira jusqu'au retrait* » est bien plus qu'un slogan, une perspective crédible, une possibilité face à un

pouvoir non seulement isolé mais discrédité aux yeux de l'opinion, du patronat aussi comme à ses propres yeux, divisé, et dont le seul ciment est celui d'ambitions rivales.

Une lutte politique par la grève, les manifestations, la mobilisation !

Certes, la mobilisation connaît un moment de repli durant cette période de vacances scolaires mais elle demeure bien vivante et se manifeste de bien des façons. Les hospitaliers étaient des milliers dans les rues vendredi, à Paris et dans tout le pays, pour dénoncer la catastrophe annoncée dans les hôpitaux. Les avocats poursuivent leur grève, les vacataires et précaires de plusieurs secteurs, dans les universités, parmi les travailleurs saisonniers des stations de ski, se mobilisent. Les conducteurs de métro et des conducteurs de la SNCF seront en grève demain lundi 17, jour de l'ouverture de l'examen en plénier de la réforme à l'Assemblée devant laquelle sont prévus manifestation et rassemblement. L'intersyndicale appelle à une journée de grève et de manifestations jeudi prochain, le 20 février, avant les journées des 5 et 8 mars.

Le mouvement cherche un second souffle pour faire décoller un tous ensemble à même de gagner, d'imposer le retrait. Le débat parlementaire ou les négociations à la conférence de financement seront autant de moments révélateurs de l'imposture du gouvernement, de celle aussi des syndicats qui soutiennent la réforme et se sont faits, toute honte bue, ses propagandistes contre la grève. Ils seront l'occasion d'étendre et d'approfondir la mobilisation, de l'aider à s'organiser pour que les travailleurs se donnent leur propre politique, indépendante des calculs des appareils syndicaux et politiques prisonniers du dialogue social ou des jeux parlementaires.

L'intersyndicale a refusé la possibilité d'appeler à la mobilisation le 17 février, jour de l'ouverture du débat en séance plénière à l'Assemblée, alors que quatre syndicats de la RATP -mais pas la CGT-, appellent à une journée noire dans les transports parisiens et FO à la SNCF. Déjà elle avait fait le choix d'appeler à une journée de mobilisation le mer-

credi 29 janvier, la veille de l'ouverture de la conférence de financement voulue par la CFDT, et surtout pas le jour même. Elle ne voulait pas manifester contre ses propres représentants qui, tous, se prêtent à ce jeu de dupes.

Aucune des confédérations syndicales, quelle que soit leur position, n'entend troubler ni le débat parlementaire ni la conférence de financement dont la mission est portant d'étudier les conditions de la mise en œuvre de la réforme. Elles considèrent la mobilisation comme un moyen de pression destiné à aider les prétendus représentants patentés des travailleurs à négocier au mieux les réformes. Mais il n'y a rien à négocier, sinon la régression sociale, c'est un jeu de dupes. Pour eux, il y aurait d'un côté la lutte sociale, de l'autre la lutte politique, aux syndicats la lutte pour des revendications économiques et aux partis parlementaire l'alternance politique, la révolution citoyenne qui prétend changer la société à travers les élections. Une impasse pour les travailleurs, tout le passé le démontre.

Prendre en main nos luttes, y faire vivre la démocratie

La suite du mouvement, son extension, dépendent de son organisation démocratique, de la capacité de celles et ceux qui l'ont construit de prendre leur lutte en main, d'avoir une politique indépendante de celle de l'Intersyndicale. C'est de la contestation de cette politique ou de la méfiance à son égard que sont nés les comités ou les collectifs de mobilisation, les assemblées générales interprofessionnelles, les coordinations. Tout ce qui va dans le sens d'une coordination à tous les niveaux, localement, nationalement est un pas en avant. La coordination nationale interprofessionnelle qui s'est réunie le 9 février dernier a appelé à faire grève et manifester le 17 février, en solidarité avec les salariés de la RATP, quelles que soient les arrières pensées de l'UNSA RATP qui en a pris l'initiative, à se joindre à la journée du 5 mars qui a été décidée par la coordination des facs et labos pour refuser tant la réforme des retraites que la loi de programmation de la Recherche et de l'enseignement supérieur, à se joindre plus généralement à toute mobilisation et à en être solidaire.

La question que pose la suite du mouvement est en réalité surtout une question politique, celle du niveau de conscience de ses acteurs comme de l'ensemble du monde du travail.

Le moment de repli que nous connaissons laisse, pour beaucoup, l'initiative aux appareils pour poursuivre leur tentative de reprendre la main tant par le biais syndical, la CGT en particulier, que par le biais politique, les différentes composantes de la gauche institutionnelle. Loin de leur laisser le terrain, les révolutionnaires doivent démocratiquement mener le débat contre les nostalgies sur la gauche réformiste et bourgeoise du passé, contre aussi les illusions sur les changements parlementaires, institutionnels que nous promet la gauche institutionnelle pour demain.

L'avenir dépend de la mobilisation et de l'organisation démocratique des travailleurs pour défendre leurs intérêts et changer le monde.

Les municipales, une bataille politique pour renforcer le camp des travailleurs et de la lutte

Dans cette phase du mouvement, les élections municipales, maintenant la bataille pour constituer des listes anticapitalistes et révolutionnaires indépendantes de la gauche institutionnelle, sont l'occasion pour les révolutionnaires de militer pour aider à ce que le mouvement prenne conscience de ses intérêts et se renforce.

Cette politique n'a rien à voir avec des listes citoyennes dont l'objectif est de convaincre à nouveau les travailleurs qu'ils peuvent compter sur les élections et les élus pour changer leur sort alors que des décennies d'alternance gouvernementale les ont convaincus du contraire. S'inscrire dans la démarche d'une recomposition de la gauche décomposée, c'est s'aligner sur la politique des confédérations syndicales, leur enlèvement dans le dialogue social alors qu'il est possible de regrouper des actrices et acteurs du mouvement pour construire une perspective politique d'indépendance de classe, d'aider la fraction la plus avancée du mouvement, celle qui se retrouve dans les collectifs et les interpros à aller jusqu'au bout de la rupture avec cette gauche, pour se penser en direction alternative.

Il n'y a pas de « bon » programme municipal alors que les communes sont asphyxiées par la baisse des dotations de l'État, soumises dans le cadre de communautés d'agglomérations à la mainmise de groupes capitalistes du BTP, de la gestion des déchets, du traitement de l'eau, des transports, à qui les majorités municipales des grandes villes offrent de juteux marchés.

Répondre aux besoins de la vie quotidienne ou locale est indissociable de la contestation globale de la politique de la classe dominante. C'est bien pourquoi faire entendre la voix des travailleurs dans les élections, c'est faire entendre la voix de la lutte contre la réforme des retraites, contre la précarité et la misère, la destruction des services publics, pour une autre répartition des richesses, pour l'augmentation des salaires en prenant sur les profits, donner confiance dans la possibilité de gagner et d'inverser le rapport de force entre le capital et le travail pour en finir avec sa domination. Nous faisons campagne autour d'un programme et de perspective pour les luttes.

Ces listes, des élus anticapitalistes si elles en obtiennent, sont et seront des points d'appui pour constituer des embryons d'une force politique, anticapitaliste, démocratique, révolutionnaire qui agisse dans chaque circonstance, chaque lutte, pour que l'expérience accumulée, les liens construits s'inscrivent dans la lutte globale contre les classes possédantes et leurs commanditaires au gouvernement, gagner aujourd'hui le retrait pour demain changer le monde.